

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 28/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FM FRANCE**

ZAC ECOPARC II, Parc d'activités  
2 Allée de la Butte à Colas  
27400 Heudebouville

Références : UBDEO.2025.04.133.KC  
Code AIOT : 0003900512

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement FM FRANCE implanté ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre des actions nationales prioritaire de l'inspection des installations classées pour l'année 2025 (action visant à contrôler les restrictions de substances PFAS dans les émulseurs).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE

- ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003900512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FM FRANCE est un établissement Seveso seuil bas par la règle du dépassement direct au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié.

L'entrepôt est composé de 12 cellules de stockage.

Chaque cellule a une surface supérieure à 2 000 m<sup>2</sup>.

La surface et le volume total de l'entrepôt sont de 44 900 m<sup>2</sup> et 555 000 m<sup>3</sup>.

Le volume autorisé pour l'entrepôt est 550 000 m<sup>3</sup>.

La quantité de produits combustibles est 55 130 tonnes.

Cette visite a pour but de contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certaines substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement européen 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement européen 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir à partir de 2025 en application de ces mêmes règlements.

L'inspection a été menée par sondage.

Les installations visitées sont toutes les cellules (sauf les cellules B5, B6) et l'extérieur du site.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Rapport de vérification en cas d'impact foudre	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 8.3.4.3	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		les polluants organiques persistants	
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
6	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### 1) Action nationale 2025 "PFAS dans les émulseurs"

L'établissement stocke essentiellement des produits dangereux dont des liquides inflammables.

Cette activité relevant de la rubrique 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) est classée à autorisation.

La quantité de liquides inflammables susceptible d'être présente sur le site est supérieure à 1 000 tonnes en référence à l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié.

Pour les produits liquides inflammables, l'exploitant indique qu'en cas d'incendie, il n'utilisera pas d'émulseurs via le système d'extinction installé sur le site. Ce choix est guidé par les propriétés physico-chimiques relatifs à la « fiche d'information technique du produit cosmétique » du produit liquides inflammables concerné (miscibilité, etc.). L'inspection a cependant rappelé les échéances à venir concernant l'interdiction des émulseurs contenant les substances PFHxS, PFHxA et PFCA C9-C14.

En complément des informations communiquées durant l'inspection concernant le système de sprinklage du site, l'exploitant transmettra les documents décrivant les caractéristiques de son système de sprinklage pour les produits liquides inflammables (dossier technique, certificat,...) **[délai : 15 jours]**.

### 2°) Suivi de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié - Foudre

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le compteur foudre installé sur le site avait reçu un impact foudre mais que cet impact n'avait pas été relevé par l'exploitant avant la visite du 02/04/2025.

Aucun contrôle de vérification des installations foudre n'avait été sollicité par l'exploitant, avant cette visite d'inspection du 02/04/2025 alors que cet impact daterait du week-end du 22-23 mars 2025.

Conformément à l'article 8.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié, l'exploitant doit procéder à un contrôle visuel de ses installations foudre (afin de vérifier le bon fonctionnement de ces installations) suite à l'impact foudre visualisé sur le compteur foudre lors de la visite du

02/04/2025 [délai : 15 jours].

L'exploitant doit disposer d'une procédure pour le contrôle et l'entretien des installations foudre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Interdiction du PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, la société FM FRANCE à Heudebouville est un entrepôt de matières combustibles, classé Seveso seuil bas. L'établissement stocke des produits dangereux dont des liquides inflammables. Cette activité relevant de la rubrique 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) est classée à autorisation. La quantité de liquides inflammables susceptible d'être présente sur le site est supérieure à 1000 tonnes en référence à l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié. L'exploitant précise que les produits stockés sur le site relevant de cette rubrique sont essentiellement des parfums ou des articles de parfumerie. Pour ces produits liquides inflammables, il indique qu'en cas d'incendie, il n'utilisera pas d'émulseurs via le système d'extinction installé sur le site. Ce choix est guidé par les propriétés physico-chimiques de ces parfums. Afin d'étayer les propos de l'exploitant, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter les fiches de données de sécurité des liquides inflammables présents sur le site. L'exploitant déclare que les parfums présents sur le site ne font pas l'objet de fiches de données de sécurité (FDS) mais de « fiche d'information technique du produit cosmétique (FITCP) » pour les produits de parfumerie. L'inspection a consulté par sondage une fiche d'information technique d'un parfum, l'exploitant ayant indiqué que l'ensemble des produits de parfumerie ont les mêmes propriétés physico-chimiques.  Concernant le système de sprinklage installé sur le site, l'exploitant rappelle qu'il a été dimensionné pour le stockage des liquides inflammables et fait l'objet de vérifications. Le site n'utilisant pas d'émulseurs pour son dispositif d'extinction en cas d'incendie de produits de liquides inflammables, il n'est donc pas concerné par l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En complément des informations communiquées durant l'inspection concernant le système de sprinklage du site, l'exploitant transmettra les documents décrivant les caractéristiques de son système de sprinklage pour les produits liquides inflammables (dossier technique, certificat...) [délai : 15 jours].</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Interdiction du PFHxS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'utilise pas d'émulseurs via son dispositif d'extinction en cas d'incendie de produits de liquides inflammables. L'inspection a toutefois rappelé les échéances à venir concernant l'interdiction d'utilisation de la substance PFHxS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Interdiction à venir du PFOA**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'utilise pas d'émulseurs via son dispositif d'extinction en cas d'incendie de produits de liquides inflammables. L'inspection a toutefois rappelé les échéances à venir concernant l'interdiction d'utilisation de la substance PFOA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Notification des stocks de PFOA**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'utilise pas d'émulseurs via son dispositif d'extinction en cas d'incendie de produits de</p>

liquides inflammables. L'inspection a toutefois rappelé les échéances à venir concernant l'interdiction d'utilisation de la substance PFOA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...]</p> <p>iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>- les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'utilise pas d'émulseurs via son dispositif d'extinction en cas d'incendie de produits de liquides inflammables. L'inspection a toutefois rappelé les échéances à venir concernant l'interdiction d'utilisation de la substance PFCA C9-C14.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans:</p> <p>a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues;</p>



<p>b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'utilise pas d'émulseurs pour son dispositif d'extinction en cas d'incendie de produits de liquides inflammables. L'inspection a toutefois rappelé les échéances à venir concernant l'interdiction d'utilisation de la substance PFHxA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Rapport de vérification en cas d'impact foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 8.3.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification visuelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le compteur foudre installé sur le site avait reçu un impact foudre.</p> <p>Mais, l'inspection a constaté que cet impact n'avait pas été relevé par l'exploitant, avant la visite du 02/04/2025.</p> <p>Aucun contrôle de vérification visuelle des installations foudre n'avait été sollicité par l'exploitant, avant la visite d'inspection du 02/04/2025 alors que cet impact daterait du week-end du 22-23 mars 2025.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant déclare que la fréquence de relevé des impacts foudre est mensuelle. Toutefois, d'après les enregistrements des agressions foudre sur des 6 derniers mois consultés, la fréquence d'enregistrement des agressions foudre ne serait pas respectée par l'exploitant. L'exploitant déclare qu'il formalisera une procédure pour améliorer le suivi de la vérification des installations foudre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Conformément à l'article 8.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 modifié, l'exploitant doit procéder à un contrôle visuel de ses installations foudre afin de vérifier le bon fonctionnement de ces installations suite à l'impact foudre visualisé sur le compteur foudre lors de la visite du</p>

02/04/2025 [délai : 15 jours].

L'exploitant doit disposer d'une procédure pour le contrôle et l'entretien des installations foudre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours